

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [95] (2007)
Heft: 1509

Artikel: Présidentielles : et si une femme gouvernait la France ?
Autor: Poyetton, Virginie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283103>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Présidentielles

Et si une femme gouvernait la France ?

Le 22 avril et le 7 mai prochains, se tiendront, respectivement, le premier et le second tour des élections présidentielles françaises. Ces élections revêtent une importance toute particulière. C'est la première fois, dans le pays d'Olympe de Gouges et de Simone de Beauvoir, qu'une femme a de réelles chances d'accéder à la présidence de la République. Une nouveauté qui n'a pas manqué de soulever les foudres sexistes de ses adversaires, mais aussi des élus de ses rangs. Les références à son incompétence politique ne se comptent plus. Or, si elles sont nombreuses à dénoncer les salves lancées contre la candidate, beaucoup d'associations féministes hésitent à soutenir ouvertement la candidate Royal, qu'elles ne considèrent pas comme féministe. La question de l'impact d'une élue sur l'égalité entre hommes et femmes reste ouverte.

VIRGINIE POMETTON

«Autoritaire! Imprévisible! Incontrôlable! Légère! De tout temps, c'est ainsi qu'on a dévalorisé les femmes pour les assigner à ne pas sortir de leur condition. Si la cible était atteinte, toutes les femmes en subiraient les dommages collatéraux.» Cette phrase fait partie d'un manifeste cosignée début février par onze élues socialistes dont huit députées jugeant la campagne menée contre la candidate à la présidentielle française insultante envers toutes les femmes. Une campagne où «la suspicion d'incompétence, les pièges, les propos condescendants, les attaques personnelles ont un objectif: jeter le doute dans l'esprit des Français-e-s sur les capacités de Ségolène Royal à être présidente de la République.» Un vieux poncif, si l'on en croit Janine Mossuz-Lavau, coauteure de *Quand les femmes s'en mêlent, genre et pouvoir* aux éditions La Martinière (2004), interviewée dans ce dossier (lire p. 13): en politique, les femmes seraient moins compétentes que les hommes, elles auraient besoin d'être formées, d'apprendre. La compétence des femmes était déjà mise en doute au moment de la loi sur la parité: «c'est bien la parité, mais où trouver des femmes qualifiées?». Etonnement, la question ne se pose jamais pour les hommes.

Les médias jouent un rôle essentiel dans la valorisation des candidates. De manière générale, les femmes restent encore sous-représentées dans les pages des quotidiens. Une étude menée par Natacha Henry pour le compte de l'Association des femmes journalistes montre qu'en moyenne seuls 17% des articles publiés dans la presse quotidienne concernent des femmes. Par ailleurs, dans 1 cas sur 6 (contre 1 sur 33 pour les hommes), les femmes sont présentées sans leur métier ou leur fonction et 19% n'apparaissent dans les journaux qu'à travers leur statut conjugal (contre 7% pour les hommes). Dans le cas de la candidate à la présidentielle, s'il est difficile de déduire l'impact de l'image que donne d'elle les médias sur sa campagne, «comment ne pas voir que cette image ne place pas la candidate socialiste au même niveau que ses concurrents. Nicolas Sarkozy n'est jamais remis en question sur ses compétences, alors même que la candidate n'a cessé de l'être», commente la philosophe Marie-Joseph Bertini (lire l'interview en pp. 15 et 16).



La politique des femmes

Au-delà du déroulement de la campagne, que faut-il attendre d'une éventuelle élection de Ségolène Royal en terme d'égalité entre femmes et hommes? La manière de gouverner de la candidate sera-t-elle différente de celle d'un homme du simple fait qu'elle est une femme et qu'elle-même a été confrontée dans son parcours à des discriminations de genre? Si l'on en croit la théorie de la masse critique (lire p. 17) les effets de la présence des femmes en politique dépendent de leur nombre. A partir d'un certain pourcentage – que certains situent à 30%, d'autres à 20% – un changement de stratégie apparaît. Aussi bien au niveau institutionnel que qualitatif. Or, pour l'instant le seuil des 30% semble encore loin d'être atteint en France. Pour les associations féministes, l'heure est donc plutôt à la prudence. Si elles s'accordent à dire que l'élection de la socialiste permettrait de faire évoluer l'image de la femme en politique, de créer une émulation et de percer ce fameux plafond de verre (qui en France est à peine à 11% de représentation féminine au parlement), elles sont plus sceptiques quant aux engagements de la candidate en matière d'égalité. Certaines attendent de voir comment elle négociera avec les différents acteurs une fois au pouvoir, d'autres dénoncent un discours qui aujourd'hui déjà «ne remet pas en cause le patriarcat» (lire p. 14).